



Esch-sur-Alzette, le 29/09/2016

Goblet Lavandier & Associés S.A.

Direction

BOITE POSTALE 2125

L-1021 LUXEMBOURG

Goblet Lavandier & Associés
Ingénieurs-Conseils S.A.

03 OCT. 2016

Distribué: *Bon*

P13-115

N° du dossier : 3/16/0014

à indiquer lors de toute correspondance s.v.p.

Dossier suivi par : Mme Carmen NICKELS

Établissement : SITE INDUSTRIEL S.A.

Objet : surfaces administratives au bâtiment 1 (halls SISA) - phase 2

Emplacement : RUE DE L'INDUSTRIE
FOETZ

Concerne : Notification d'une décision du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, à titre d'information, une copie de l'arrêté ministériel 3/16/0014 délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, relatif à la demande précitée, ceci d'après les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Par ailleurs, je tiens à préciser que l'original de l'arrêté ministériel est notifié directement à l'exploitant en date de ce même jour.

Conformément aux dispositions de l'article précité de la loi modifiée du 10 juin 1999, une copie de l'arrêté est notifiée à l'Administration communale de MONDERCANGE.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Carmen NICKELS
Chargée d'études

Copie: Inspection du travail et des mines



Arrêté N° : 3/16/0014

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté n° 1/14/0015/A du 11/06/2014, délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions à la société SISA Foetz S.A., fixant les conditions dans le cadre de la cessation d'activité en vue de la sauvegarde et de la restauration du site de l'ancienne usine de fabrication de fourgons et conteneurs frigorifiques « UNITRANS S.A. », sise à Foetz, rue de l'industrie ;

Vu la demande du 08/02/2016, complétée en dates des 29/04/2016, 26/05/2016 et 28/06/2016, présentée par la société Goblet Lavandier & Associés S.A., pour le compte de la société Site Industriel S.A., aux fins d'obtenir l'autorisation **d'aménager et d'exploiter des surfaces administratives dans un immeuble mixte** (« bâtiment 1 ») à L-3895 Foetz, rue de l'industrie, sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Mondercange, section C de Foetz, sous le numéro 222/1128 ; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

♦ dans un immeuble:

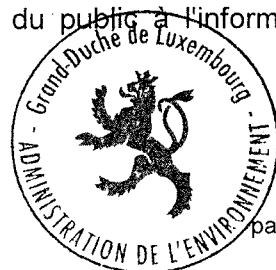
- une surface administrative totale de 1.978 m² répartie dans trois halls sur deux niveaux (rez-de-chaussée et 1^{er} étage) dont une surface administrative de 1.334 m² pour le hall 1-1 et une surface administrative de 644 m² pour les halls 1-2 et 1-3;
- un groupe de production de froid d'une puissance frigorifique de 156,6 kW et d'une puissance électrique de 45,5 kW, fonctionnant au réfrigérant R410A (30,9 kg) ;
- trois chaudières à condensation au gaz de puissance thermique unitaire de 130 kW (2 fois) et 170 kW ;
- diverses installations de ventilation avec récupération de chaleur ;
- six installations de déstratification d'air d'un débit nominal unitaire de 6.000 m³/h ;

♦ un poste de transformation à huile d'une puissance nominale de 630 kVA ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;



Vu le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2010 concernant les installations à gaz ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 2 septembre 2011 relatif

- a) aux contrôles d'équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur fonctionnant aux fluides réfrigérants du type HFC, HCFC ou CFC
- b) à l'inspection des systèmes de climatisation;

Vu le règlement (CE) N° 517/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) N° 842/2006 ;

Vu le règlement (CE) N° 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant, conformément au règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement Européen et du Conseil, les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels et en particulier le certificat de performance énergétique établi par la société Goblet Lavandier & Associés S.A. et portant la date du 08/10/2015.;

Considérant qu'en vertu de l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les établissements relevant de la classe 4 sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal ;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que :

- le site accueillera au total 3 immeubles ;
- l'immeuble faisant l'objet du présent arrêté correspond à un hall industriel divisé en trois halls de production sur un seul niveau et en 2 parties administratives sur deux niveaux ;
- l'installation de production de froid sert à climatiser les bureaux du hall 1-1 ;

Vu le document n° 23019459.1MOS du 07/12/2006 et intitulé « Etude d'impact sonore Zone industrielle à caractère national Foetz Mondercange », élaboré par l'organisme agréé Luxcontrol S.A. dans le cadre du dossier de demande d'autorisation n° 1/06/0682 pour ladite zone industrielle ;

Considérant que le document précité prescrit des contingents acoustiques maximums à allouer aux différentes parcelles de la zone industrielle, dont notamment la parcelle 3 qui correspond au site d'implantation du « bâtiment 1 » faisant l'objet du présent arrêté ainsi qu'au site d'implantation de deux autres bâtiments; qu'en particulier, la puissance acoustique L_{WA} calculée pour la parcelle 3 est de 106 dB(A) en période jour et de 96 dB(A) en période nuit;



Considérant que la somme des puissances acoustiques rayonnées par les sources acoustiques des bâtiments 1 et 2 est de 94,6 dB(A) ; qu'en particulier, les sources acoustiques du 3^e bâtiment ne sont actuellement pas connues ;

Considérant que la surface administrative ainsi que l'installation de production de froid sont les seuls éléments classés selon le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Que par conséquent le ministre ayant dans ses attributions l'environnement ne traite que la surface administrative et l'installation de production de froid ainsi que les installations annexes propres à celles-ci ;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances sur l'environnement à un strict minimum ;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

ARRÊTE:

Article 1^{er}: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions suivantes:

I) Éléments autorisés:

Concernant l'emplacement:

1) Les éléments concernés par le présent arrêté doivent être aménagés et exploités à L-3895 Foetz, rue de l'industrie, au sein du « bâtiment 1 », sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Mondercange, section C de Foetz, sous le numéro 222/1128 (suivant l'extrait du plan cadastral du 07/07/2015).

Concernant les différents éléments autorisés:

2) Sont autorisés les éléments suivants:



Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation
<p>♦ dans un immeuble (« bâtiment 1 »):</p> <ul style="list-style-type: none"> • une surface administrative totalé de 1.978 m² répartie dans trois halls sur deux niveaux (rez-de-chaussée et 1^{er} étage) dont une surface administrative de 1.334 m² pour le hall 1-1 et une surface administrative de 644 m² pour les halls 1-2 et 1-3; • un groupe de production de froid d'une puissance frigorifique de 156,6 kW et d'une puissance électrique de 45,5 kW, fonctionnant au réfrigérant R410A (30,9 kg) ; • trois chaudières à condensation au gaz de puissance thermique unitaire de 130 kW (2 fois) et 170 kW ; • diverses installations de ventilation avec récupération de chaleur ; • six installations de déstratification d'air d'un débit nominal unitaire de 6.000 m³/h.

3) N'est pas couvert par le présent arrêté, l'élément suivant:

- le poste de transformation, d'une puissance nominale de 630 kVA, du fait qu'il relève de la classe 4.

II) Modalités d'application

1) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 08/02/2016, complétée en dates des 29/04/2016, 26/05/2016 et 28/06/2016, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

2) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation.

3) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 36 mois à compter de la date du présent arrêté.

4) L'exploitant doit communiquer préalablement à l'Administration de l'environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou activités de l'établissement.

5) Une copie du présent arrêté est à remettre à chaque locataire.



III) Protection de l'air:

concernant les exigences en général:

1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

concernant les conditions de rejets en général:

3) Les effluents ne doivent pas être à l'origine d'impacts négatifs sur le milieu naturel ambiant.

4) Les rejets de polluants doivent être collectés et évacués d'une manière contrôlable dans l'atmosphère, ceci moyennant des ouvrages appropriés. Le cas échéant, les effluents doivent être traités préalablement dans une installation de filtration appropriée.

les exigences quant aux ouvrages d'évacuation:

5) Les ouvrages d'évacuation de rejets doivent être conçus de manière à favoriser une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.

6) A cette fin la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse en aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

7) Les ouvrages d'évacuation doivent être conçus et aménagés spécialement à cet effet. Ils doivent être étanches et résistants aux rejets y évacués. Ils doivent être entretenus régulièrement afin de garantir en permanence les exigences stipulées ci-avant.

8) La diffusion des effluents gazeux dans l'atmosphère doit se faire au-dessus de la toiture de l'établissement. Pour le cas où plusieurs immeubles font partie de l'établissement, il y a lieu de prendre en considération la toiture la plus élevée.

En particulier les ouvrages d'évacuation doivent dépasser la toiture de l'établissement d'au moins un mètre.



concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie :

9) L'établissement doit être conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels qui constituent les meilleures techniques disponibles en matière d'environnement.

concernant les installations de climatisation:

conditions de base :

10) La conception, la construction, l'installation et l'entretien des groupes de climatisation doivent être effectués suivant les règles de l'art.

11) Les groupes de climatisation doivent être dimensionnés suivant les besoins réels en énergie frigorifique.

12) Les groupes de climatisation doivent être aménagés de manière à ne pas constituer ni un risque pour le voisinage, ni un risque pour l'environnement.

les installations de climatisation, de type mono-bloc, utilisant un fluide réfrigérant du type H-FC:

13) Les installations de climatisation, où l'aéroréfrigérant n'est pas inclus dans le même élément que le groupe de compresseur, ne sont pas couvertes par le présent arrêté.

14) Les installations de climatisation, de type mono-bloc, doivent être du type évaporation indirecte. Le circuit de réfrigération ne peut renfermer que de l'eau ou de l'eau glycolée, un mélange des deux ou du CO₂.

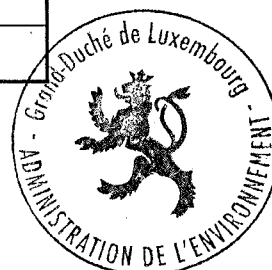
15) La régulation des pompes (circuit d'eau glacée) doit pouvoir se faire en fonction du besoin en froid (mise en place de pompes à débit variable).

16) Chaque installation de climatisation doit respecter les paramètres suivants, d'après les conditions "Eurovent" (régime de température d'eau glacée 7/12 °C, régime de température de refroidissement 35 °C):

	conditions "Eurovent"
Puissance frigorifique	141,08 kW
Puissance électrique totale [1]	46,31 kW
Quantité de fluide réfrigérant	30,9 kg
Type de fluide réfrigérant	R410A
TEWlsp	0,25 [2]

[1] puissance électrique des compresseurs + puissance électrique des ventilateurs

[2] calculé sur base de 600 heures de fonctionnement annuelles nominales



17) Chaque installation de climatisation doit être équipée d'un système de détection de fuites. Un déclenchement d'une alarme implique la mise à l'arrêt immédiate de l'installation concernée.

18) Chaque installation de climatisation doit être pourvue de dispositifs permettant de saisir les paramètres suivants :

- les heures de fonctionnement des machines frigorifiques ;
- l'énergie frigorifique produite par les machines frigorifiques ;
- l'énergie électrique consommée pour la production du froid.

concernant le contrôle de chaque installation de climatisation du type H-FC

19) L'exploitant de chaque installation de climatisation doit prendre toutes les mesures qui sont techniquement réalisables afin de :

- prévenir les fuites de gaz réfrigérant;
- réparer dans les meilleurs délais les fuites éventuelles détectées.

20) L'exploitant de chaque installation de climatisation doit prendre les mesures nécessaires pour que celle-ci fasse l'objet de contrôles d'étanchéité par du personnel certifié conformément aux dispositions du règlement (CE) N° 517/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006.

21) Un contrôle d'étanchéité doit être effectué selon les modalités suivantes:

- au moins une fois tous les douze mois pour les installations contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO₂[*], mais inférieures à 50 tonnes équivalent CO₂ ;
- au moins une fois tous les six mois pour les installations contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 50 tonnes équivalent CO₂[*], mais inférieures à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- au moins une fois tous les trois mois pour les installations contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂[*] ;
- dans le mois qui suit la réparation d'une fuite.

[*] calculé sur base du potentiel de réchauffement planétaire tel qu'énoncé aux annexes I, II et IV du règlement (CE) N° 517/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006.

22) Les contrôles d'étanchéité doivent être effectués suivants les modalités définies dans le règlement (CE) N°1516/2007 de la Commission des Communautés Européennes du 19 décembre 2007.

23) Le système de détection de fuites doit être contrôlé tous les 12 mois.

24) L'exploitant est obligé de tenir un registre où est consigné par installation

- l'identification de l'entreprise qui a effectué l'entretien ou la maintenance.



- la date et la nature des travaux réalisés;
- les informations relatives aux pannes et alarmes pouvant donner lieu à des pertes de fluide réfrigérant;
- la quantité de fluide réfrigérant ajoutée/retirée;
- les résultats des contrôles d'étanchéité;
- les pertes relatives annuelles de fluide réfrigérant.

Ce registre doit être tenu à disposition des agents de contrôle. En outre, l'exploitant doit conserver ce registre pendant au moins 5 ans.

concernant la plaque signalétique de l'installation de production de froid:

25) Une plaque signalétique clairement visible doit être placée à proximité de la machine de production de froid voire sur celle-ci. Elle doit indiquer le nom et l'adresse de l'installateur ou du fabricant, le N° de modèle ou de série, l'année de fabrication, le fluide frigorigène, la quantité du fluide frigorigène, la puissance frigorifique nominale (Eurovent) [*], la puissance électrique absorbée (Eurovent) [*], la puissance frigorifique nominale (Fonctionnement) et la puissance électrique absorbée (Fonctionnement).

[*] Eurovent : régimes de températures 7/12°C - 35 °C (condensation à air)

IV) Protection des eaux:

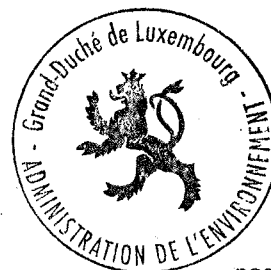
concernant l'évacuation des eaux usées en général:

1) L'établissement doit être raccordé au réseau d'égout public et les eaux usées (eaux sanitaires, eaux résiduelles résultant de l'exploitation de l'établissement, eaux de pluie, etc.) y doivent être évacuées conformément aux dispositions du règlement communal sur la canalisation et sous réserve des restrictions et conditions énumérées ci-dessous. Si le réseau d'égout est du type séparatif, seules les eaux de surface et de toiture non polluées pourront être raccordées à la canalisation pour eaux de pluie.

2) Ne peuvent être déversés dans l'égout, des liquides et matières pouvant

- nuire au personnel de l'administration chargée de la surveillance et de l'entretien du réseau d'égout et des installations d'épuration;
- détériorer les conduites et les installations;
- compromettre le traitement et l'utilisation ultérieures des eaux résiduelles et/ou des boues résultant du traitement de ces eaux;
- provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

3) Il est interdit notamment d'introduire dans l'égout :



- des corps pouvant l'obstruer, tels que déchets de cuisine, balayures, sables, ciment, cendres, cartons, bandes hygiéniques, matières plastiques, etc., même après traitement dans un broyeur;
- des hydrocarbures tels que solvants organiques (chlorés et non-chlorés), des huiles minérales, des graisses et des huiles végétales et animales, des émulsions, etc.;
- des produits chimiques tels qu'acides, bases, phénols, sels de métaux lourds, cyanures, etc.; font exception, les substances facilement biodégradables comme les alcools inférieurs (par exemple alcool éthylique, glycols) et autres substances similaires lorsqu'elles sont déversées en faibles quantités;
- des résidus de produits toxiques et/ou écotoxiques, des résidus contenant des organismes contagieux, etc.;
- des substances radioactives qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation spécifique par le Ministre de la Santé;
- des matières qui par suite de putréfaction, de décomposition, de fermentation ou de toute autre circonstance répandent des émanations nuisibles incommodes ou une forte odeur;
- des matières combustibles ou pouvant provoquer une explosion;
- des eaux chaudes d'une température supérieure à 40°C à l'entrée dans les égouts. Le raccordement direct au réseau d'égout des conduites de vapeur et des purgeurs de chaudière est défendu;
- des eaux courantes.

concernant le traitement des eaux usées:

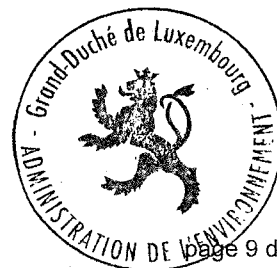
les exigences en général:

4) Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au mieux les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les activités concernées.

concernant les exigences relatives aux eaux d'extinction en provenance des surfaces administratives:

5) L'établissement doit être aménagé de telle façon que la somme des substances halogénées ne dépasse pas 1.000 kg (*) par compartimentage (T60 et F90). Le raccordement de l'établissement à un système de traitement ou de rétention des eaux d'extinction n'est pas requis.

(*) Cette somme découle du document « *Notwendigkeit und Gestaltung von Löschwasserrückhaltungseinrichtungen – Empfehlungen für das Genehmigungsverfahren nach dem Gesetz vom 10. Juni 1999 - Mai 2003* » de l'Administration de l'environnement.



V) Protection du sol et du sous-sol:

*concernant le stockage et la manipulation des produits inflammables, toxiques corrosifs ou dangereux pour l'environnement:
(à l'exception du stockage de gasoil-chauffage):*

les exigences générales:

1) L'entreposage des produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des récipients (réservoirs) ou emballages répondant aux exigences stipulées ci-dessous.

2) Le stockage et la manipulation de ces produits doit être effectués sur des aires étanches et conçues de manière à retenir des fuites éventuelles. Par conséquent, le raccordement des aires de stockage et de manipulation au réseau de canalisation est interdit.

3) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des enseignes (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien intelligible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer en caractères très lisibles le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.

4) Les produits liquides polluants et toxiques pour l'environnement doivent être stockés dans des récipients (réservoirs) spécialement prévus à cet effet. Ces récipients doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent.

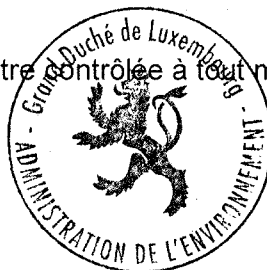
5) Les produits de nature diverse qui au moment de leur contact peuvent donner lieu à des réactions chimiques et/ou physiques dont notamment le dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, l'incendie ou l'explosion, doivent être exploités et entreposés de façon séparée de sorte que leur contact sous quelque forme que ce soit, soit rendu impossible.

Toutefois, leur entreposage ne peut jamais se faire dans une même cellule.

6) Exception au point précédent est faite pour les produits dont les quantités entreposées sont inférieures à 30 litres et placées à une distance minimale de 2 mètres les unes par rapport aux autres. Toutefois, ces produits doivent être entreposés de sorte à ce que tout écoulement éventuel soit retenu et ne puisse entrer en contact ni avec un récipient contenant un produit incompatible ni avec ce produit même éventuellement écoulé lui aussi.

7) Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

8) L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.



9) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre.

les exigences en matière du stockage de produits liquides dans des récipients mobiles:

10) Les produits chimiques liquides (laques, solvants, acides, bases, etc.) doivent être contenus dans des récipients construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

11) Les récipients doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

12) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée par leur fabricant.

13) Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

VI) Lutte contre le bruit:

1) Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Concernant l'impact sonore à l'intérieur de la zone industrielle:

2) À la limite d'un local sensible aménagé à l'intérieur de la zone d'activités, les niveaux de bruit équivalents en provenance d'un établissement y implanté ne doivent pas dépasser:

- entre 7⁰⁰ h et 22⁰⁰ h, la valeur de 60 dB(A)Leq et
- entre 22⁰⁰ h et 7⁰⁰ h, la valeur de 45 dB(A)Leq.

Les locaux, dont l'usage est sensible au bruit sont:

- a) les pièces des habitations (logements de service), à l'exclusion des cuisines sans partie habitable, des locaux sanitaires et des réduits;



- b) les locaux d'exploitations, dans lesquels des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée ; en sont exclus les locaux destinés à la garde d'animaux de rente et les locaux où le bruit inhérent à l'exploitation est considérable.

Concernant les émissions rayonnées:

3) La puissance acoustique rayonnée par les sources acoustiques du « bâtiment 1 » et couvertes par le présent arrêté, dans les alentours immédiats est limitée à 88 dB(A).

4) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

5) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

6) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

7) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

8) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

VII) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement:

Concernant la gestion des déchets:

1) L'exploitant doit veiller à ce que la gestion des déchets soit effectuée conformément aux indications du plan de prévention et de gestion des déchets et en respectant, par ordre de priorité, les objectifs suivants :

- la prévention;
- la préparation en vue du réemploi;
- le recyclage;
- toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique; et
- l'élimination.

2) Dans la mesure du possible, l'exploitant doit avoir recours à des produits, des procédés ou des prestations qui génèrent moins de déchets ou des déchets moins dangereux.

concernant le registre de gestion des déchets :

3) L'exploitant doit tenir un registre chronologique annuel détaillant, par fraction de déchets et par code CED, au moins les informations suivantes :

- a) les quantités de déchets évacués par opération d'enlèvement/vidange en unité de poids;
- b) la date d'enlèvement des déchets ;
- c) le nom et l'adresse complètes du collecteur/transporteur ayant procédé à l'enlèvement des déchets ou, le cas échéant, du courtier des déchets ;
- d) le nom et l'adresse complètes du destinataire des déchets enlevés en précisant le mode de traitement (réutilisation-valorisation-élimination) ;
- e) le cas échéant, les certificats de valorisation/élimination délivrés par les établissements de traitement ;
- f) les remarques, constatations ou modifications survenues dans le cadre des opérations de collecte, de transfert ou de traitement des déchets.

concernant la collecte et le stockage des déchets:

4) Dans l'enceinte de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte et de stockage de déchets doivent être aménagées. Ces zones doivent être identifiées en tant que telles. Elles doivent être situées à l'abri des intempéries et des eaux de ruissellement.

5) Il doit être procédé à une collecte sélective des différentes fractions de déchets.

6) La collecte et le stockage des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement doit se faire de façon à:

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou d'autres substances;
- ne pas mélanger les différentes fractions de déchets;
- ne pas diluer les déchets ;
- éviter que des déchets non compatibles ne puissent se mélanger,
- ne pas porter atteinte à la santé humaine ;
- ne pas permettre l'entraînement des déchets.

7) La collecte des déchets ne doit se faire que dans des récipients appropriés, spécialement prévus à cet effet.

8) L'utilisation de récipients de récupération pour la collecte des déchets ne peut se faire que si les récipients ont auparavant été vidés et nettoyés.

9) Les récipients de collecte doivent être dans un matériel résistant et étanche aux produits qu'ils contiennent.



10) La collecte et le stockage de déchets dangereux ou pouvant porter atteinte à la santé humaine ne peuvent pas se faire dans des récipients de récupération.

11) Les déchets organiques doivent être collectés dans des récipients fermés.

12) Tous les récipients de collecte de déchets doivent être clairement identifiés, indiquant au moins la dénomination exacte des déchets à recevoir et, le cas échéant, les mesures de précaution à respecter.

13) Les déchets collectés et entreposés doivent être régulièrement évacués par des entreprises spécifiques disposant des autorisations ou des enregistrements nécessaires ou, le cas échéant, par les services communaux lorsque les déchets rentrent dans le domaine de compétence des communes.

VIII) Dispositions particulières:

concernant les règles générales:

1) L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

2) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

3) Les extérieurs des bâtiments doivent être entretenus dans un état de propreté impeccable.

4) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

concernant les dispositions spécifiques relatives à un sinistre (incendie):

5) L'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement de l'établissement garantissant lors d'un sinistre (incendie) une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum, notamment en ce qui concerne les rejets de polluants dans l'atmosphère et la contamination des eaux d'extinction.

En particulier sont à mettre en oeuvre les précautions suivantes:

- application de moyens spécifiques garantissant une détection rapide des incendies. Ces moyens doivent être déterminés, dimensionnés et installés de façon à être



appropriés quant à la nature et aux quantités des éléments polluants et/ou dangereux utilisés dans la construction et l'exploitation;

- mise en place de séparations coupe-feu appropriées, adaptées aux circonstances ainsi qu'à la nature et aux quantités des produits/substances;

IX) Réception et contrôle de l'établissement:

concernant les exigences en général:

1) En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander une réception et des contrôles en relation avec le respect des exigences telles que stipulées dans le présent arrêté. Ces contrôles ne peuvent être effectués que par un organisme agréé par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit:

2) En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander un contrôle de la situation acoustique.

concernant les déchets :

3) Sur demande écrite, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un rapport de synthèse complet renfermant toutes les informations en relation avec les points a) à f) de la condition 3 du chapitre VII.

X) Mesures en cas d'incident grave ou d'accident:

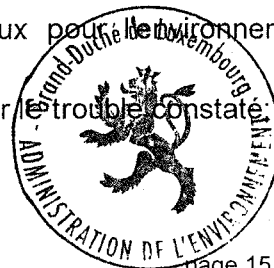
1) L'autorité compétente pourra, dans le cadre d'un sinistre

- faire procéder à des analyses spécifiques;
- faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement;
- charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

2) Si, suite à un sinistre, le sol, le sous-sol, les eaux de surface et/ou les eaux souterraines sont pollués par des produits/substances dangereux pour l'environnement, l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté.



- faire appel à l'Administration des services de secours (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement. Il doit fournir à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

Sur demande motivée de l'autorité compétente, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

XI) Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement:

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'Administration de l'environnement.

Article 2: Le présent arrêté est transmis en original à la société Site Industriel S.A. pour lui servir de titre, et en copie:

- à la société Goblet Lavandier & Associés S.A. pour information;
- à l'administration communale de MONDERCANGE aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

Article 3: Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour la Ministre de l'Environnement

Monsieur Robert SCHMIT
Directeur de l'Administration de l'environnement

